

Les Bédouins du Néguev : une minorité oubliée

par Kathrin Koeller

Le barrage incessant d'informations sur le conflit entre Israël et les Palestiniens détourne l'attention portée à la population Arabe vivant sous un statut de citoyens Israéliens déplacés à l'intérieur d'Israël. En particulier, une population d'environ 140 000 Bédouins du Néguev dans le sud de l'Israël, soit 12% de la population Arabe du pays, est totalement oubliée.

Avant la création de l'état d'Israël, les Bédouins du Néguev –qui sont d'une culture distincte de s Bédouins de Galilée- formaient la grande majorité de la population locale et vivaient en pasteurs nomades dans le désert. Pendant le conflit de 1948, ou dans ses suites immédiates, la plupart des Bédouins du Néguev ont dû fuir ou ont été chassés et déplacés. Le Néguev devint un point focal à part entière de la colonisation Juive. Les Bédouins ont perdu l'accès à pratiquement tout leur territoire et n'ont eu d'autre choix que devenir sédentaires et abandonner de grandes parties de leur mode de vie traditionnel.

Les tribus restantes ont été rassemblées et poussées vers une « Zone Fermée », un endroit au nord-est du Néguev qui ne couvrait que 10% de leur ancien territoire et est demeuré sous loi martiale jusqu'en 1966. Tout mouvement

d'entrée et de sortie de la zone était sujet à l'autorisation par écrit de l'armée Israélienne. Israël a nommé 19 sheikhs et a reconnu leurs tribus officiellement. Pour acquérir la citoyenneté Israélienne, chaque Bédouin devait s'affilier à une tribu reconnue en dépit de sa réelle généalogie. Les Bédouins ont ensuite été forcés à se « sédentariser » et à s'établir dans sept agglomérations approuvées officiellement et conçues par l'administration. Les Bédouins se sont vus offrir des parcelles de terre, l'accès à l'eau, à l'électricité, aux routes, au soutien médical et aux écoles – à condition qu'ils acceptent de loger dans les agglomérations approuvées et qu'ils renoncent à leurs aspirations sur d'autres territoires du Néguev.

Malgré de fortes pressions, seulement la moitié de la population Bédouin a accepté de s'établir dans les agglomérations. Le reste de meure dans

des « camps » illégaux à l'intérieur de la « Zone Fermée », qui ne sont pas reconnus par l'état, quand bien même ils existaient avant 1948 ou qu'ils se trouvent dans une zone désignée au préalable à l'usage des Bédouins. Les habitants de ces villages sont sous la menace permanente de voir leurs maisons démolies et d'être poursuivis pour un usage « illégal » des terres appartenant à l'état. Du fait qu'ils résident dans des endroits qui ne sont pas sujets à une juridiction municipale, ils ne sont pas en mesure de demander des permis de construire. Bien qu'en 1998 le plan de développement de Beer Sheba (à présent la sixième agglomération israélienne) ait défini la cité et son arrière-pays comme un « métropole binationale », il n'existe aucun plan de futur développement des villages Bédouins. Leurs emplacements sont laissés vides sur les cartes, ou sont « amalgamés » à d'autres projets de colonisation couvrant les villages existants.

La sédentarisation et la surveillance de camps illégaux sont renforcées par une unité paramilitaire à l'environnement mise en place par Ariel Sharon en 1976. La « Patrouille Verte » est autorisée à démolir les tentes « illégales » des



Bédouins, ainsi qu'à exercer un contrôle étroit des troupeaux et des pâturages, saisir les troupeaux, détruire les moissons plantées sans le permis requis et imposer des amendes et expulser les habitants de campements « illégaux ». Des raids de la Patrouille Verte ont causé des dégâts importants aux biens et ont occasionné plusieurs fatalités. Quand une nouvelle construction illégale est identifiée par surveillance aérienne, les propriétaires peuvent recevoir une mise en demeure de démolition. S'ils ne s'y plient pas – comme c'est le cas pour beaucoup – ils peuvent faire l'objet de poursuites. Les propriétaires domestiques deviennent des repris de justice, sous amende et obligés de rembourser à l'état le coût de la démolition. Selon L'Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés, il existe à présent 22 000 habitations « illégales » dans le Néguev. Toutes sont sous le risque de démolition.

Ceux qui habitent dans des agglomérations reconnues se trouvent dans des conditions presque aussi difficiles. Ils sont parmi les plus pauvres d'Israël et font face à d'énormes problèmes sociaux et économiques – chômage élevé, crime, drogues, désintégration sociale et très bas niveau d'éducation. Dans la majorité des agglomérations, les infrastructures telles que les éclairages de rues, les trottoirs ou les égouts ne sont que partielles. Les autorités de planning Israéliennes ont prêté peu attention aux besoins culturels des Bédouins, particulièrement à leur prédilection à rassembler la grande famille en groupe de manière à préserver les structures parentales traditionnelles dans un environnement stable – partager les ressources et les responsabilités ainsi que régler les conflits et exercer un contrôle social. Une expansion future des habitations est virtuellement impossible du fait d'une insuffisance de terres ait été mise à part pour subvenir à la croissance démographique. Aujourd'hui, le taux de naissances annuel en moyenne chez les Bédouins est de 7%, soit un des plus élevés au monde. Il est fréquent de trouver des tentes et des structures additionnelles érigées à l'arrière des habitations pour des réunions sociales, pour des invités ; les cuisines extérieures sont aussi courantes. Des sections d'habitations sont transformées en magasins ou sont utilisées pour y tenir les animaux. Les autorités Israéliennes considèrent cela comme une violation des règlements de la Zone qui interdisent les activités commerciales dans les lotissements résidentiels. Toutefois, pour beaucoup

de familles de Bédouins, cela représente leur unique source de revenus.

« Il faudrait que transformions les Bédouins en un prolétariat urbain pour l'industrie, les services publics, la construction et l'agriculture...Le Bédouin ne vivrait plus sur ses terres avec son troupeau, mais deviendrait une personne urbaine qui rentre chez lui le soir et enfle ses pantoufles...Les enfants iraient à l'école avec les cheveux bien peignés. Ceci serait une révolution, mais c'est réalisable en deux générations...ce phénomène des Bédouins disparaîtra. »

Général Moshé Dayan, 1963

Des projets d'assimilation et de sédentarisation ont été imposés aux communautés pastorales partout dans le monde. Le programme de sédentarisation et l'attitude générale Israélienne envers les Bédouins peuvent être prises en considération dans ce plus large contexte. L'identité Israélienne se base largement sur une opposition (hiérarchique) à la population Arabe à l'intérieur des frontières et sur leur pourtour. Être Israélien comporte la notion d'être 'Occidental', démocratique, moderne, rationnel, et éduqué – alors que les Arabes, en particulier les Bédouins sont pré modernes, autocratiques, émotifs et ne méritent pas leur place dans l'état moderne d'Israël à moins qu'ils ne se montrent pas prêts à être 'réformés'. Une telle sédentarisation/modernisation des Bédouins est donc centrale à l'image même d'Israël comme un état 'moderne et démocratique' dans une région 'sous-développée'. Ce qui est articulé de façon moins ouverte, est la détermination d'Israël à accaparer autant de terres que possible à l'usage exclusif des résidents Juifs de Eretz Yisraël.¹

Afin d'acquérir le plus possible de terres Arabes pour la colonisation du Néguev, Israël a dénié pratiquement tous les droits de propriété préexistants. Israël considère le Néguev comme un vacuum domicilium ou terra nullius, un espace vide à utiliser comme colonisation. Les bédouins sont perçus comme des nomades sans souches qui n'ont aucun lien ou droit au territoire. Des stratagèmes légaux similaires sont utilisés par d'autres états colonisateurs pour justifier le déplacement interne des populations indigènes et pour annuler la propriété terrienne traditionnelle. Israël justifie sa politique d'acquisition par une interprétation sélective des lois

terriennes historiques. Israël prétend que le désert appartient à l'état en vertu de la catégorie « mawat » (mort) de titre foncier promulguée en 1858 par les autorités Ottomanes. Israël ne reconnaît la propriété terrienne dans le Néguev que si le propriétaire terrien est en mesure de présenter un document fourni par l'administration mandataire britannique en 1921 – une période pendant laquelle de rares Bédouins ont enregistré leur parcelles de terres à cause d'une combinaison de réticence traditionnelle à coopérer avec les autorités extérieures, la crainte des taxes, et l'absence d'inquiétude qu'on ne vienne remettre en question leur usage futur des terres.

Un sondage effectué récemment dans le Néguev démontre que les Bédouins décrivent l'expérience globale de colonisation et d'urbanisation comme négative et peu satisfaisante. Les Bédouins ne sont pas satisfaits des encouragements qui leur sont offerts, du peu d'opportunités d'éducation et de gouvernement démocratique, du refus constant de l'accès égal aux services de santé, d'éducation, de logement et autres qui sont à la disposition de leurs compatriotes israéliens. La longue lutte pour le contrôle du Néguev et pour les libertés démocratiques a des conséquences sur le mode de vie d'une part, mais d'autre part sur l'essence même de l'identité moderne des Bédouins. Le futur des Bédouins du Néguev reste incertain et problématique.

Kathrin Koeller complète un Doctorat (PhD) au sein du Département de Développement Internationaux de l'Université d'Oxford. Email: kathrin.koeller@qeh.ox.ac.uk.

Pour plus de renseignements, voir :

- Centre for Bedouin Studies and Development, Ben-Gurion University of the Negev: <http://w3.bgu.ac.il/bedouin>
- Mossawa Advocacy Center for Arab Citizens in Israel www.mossawacenter.org/en/about/about.html
- Negev Coexistence Forum <http://dukium.org>
- Arab Organisation for Human Rights www.arabhra.org/factsheets/factsheet3.htm
- Association of Forty www.assoc40.org

1. Hébreu pour 'Les Terres d'Israël'